

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Band: 20 (1970)

Heft: 4

Buchbesprechung: La Première Internationale en Espagne 1868-1888 [Max Nettlau]

Autor: Vuilleumier, Marc

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

s'il était muni d'un index. Il est d'ailleurs étonnant que, dans la remarquable collection où il a paru, les volumes n'en comportent point.

Relevons encore quelques erreurs: la *Tribune suisse*, que l'auteur aurait eu intérêt à consulter, n'est jamais nommée correctement (p. 37, 41, 53); le Louis Blanc qui séjourna à Genève n'était qu'un obscur homonyme de l'auteur de l'*Organisation du travail* (p. 69); général Raudon pour Randon (p. 95); après le 13 juin 1849, Considerant (et non Considérant) s'exila en Belgique et non en Suisse (p. 108); Joseph Schmitt, quand il quitta le *Confédéré*, à la fin de 1869, se rendit à Mulhouse où il dirigea l'*Electeur souverain*, bilingue, devenu la *Volksrepublik* après le 4 septembre. Expulsé en décembre 1870, c'est alors seulement qu'il s'établit à Bâle (p. 185); le Dr L. Kugelman n'habitait pas Zurich mais Hanovre (p. 217); le congrès international des sciences sociales de Berne, en 1865, n'était pas organisé par des émigrés et n'a rien de commun avec les congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, même si des républicains y ont participé et s'il a suscité la méfiance des autorités françaises (p. 228).

Genève

Marc Vuilleumier

MAX NETTLAU, *La Première Internationale en Espagne 1868-1888*. Révision des textes, traductions, introduction, notes, appendices, tableaux et cartes aux soins de RENÉE LAMBERET. Dordrecht, D. Reidel, 1969, XXVII+683 p., tableaux et cartes. (Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis Amsterdam.)

Travail indigeste et déroutant pour le lecteur non prévenu, que ce volumineux ouvrage. Rédigé en 1928, révisé et muni d'adjonctions en 1929 et 1931, il n'était pas destiné à la publication et son auteur avait refusé de le laisser éditer. «Je n'écris pas une histoire de l'Internationale en Espagne, ce qui demanderait des études préparatoires autrement complètes que les miennes, mais je cherche à rappeler les faits les plus caractéristiques de chaque époque» (p. 76), déclare-t-il modestement. Et, parvenu au terme qu'il s'était fixé, il reconnaît: «J'ai trouvé grand plaisir, autant à recueillir les matériaux, trop incomplets hélas, de ce volume, qu'à les coordonner et les commenter autant que j'ai pu. Ce travail, si long qu'il soit, n'est qu'un cadre que la recherche et les souvenirs de ceux qui sont mieux informés que moi rempliront de détails vivants ou dont ils démoliront certaines parties faibles pour les remplacer par des reconstructions plus solides» (p. 597). Listes et énumérations interminables, pages qui tiennent plus de la bibliographie raisonnée que de l'étude historique, interventions de l'auteur nous prévenant qu'il faudrait vérifier tel ou tel point, qu'il n'a pas sous la main tel document; renvois à des ouvrages ou articles pour ainsi dire introuvables que Nettlaou ne prend pas la peine de résumer et dont il n'indique même pas les conclusions, tout cela constitue plus un ensemble de notes qu'un véritable livre.

«Les années 1881–1883 méritent une étude plus spéciale que celle que j'ai pu leur donner, mais elles m'ont quand même été très utiles, et à quel degré elles le seront pour un lecteur informé au point de vue local!» (p. 396), écrit Nettlau. On ne saurait négliger plus radicalement le lecteur moyen, sans connaissance approfondie du sujet! Il s'agit, bien sûr d'une œuvre qui n'était pas destinée à la publication, mais ces caractéristiques s'appliquent aussi, dans une mesure à peine moindre, aux autres livres de Nettlau. S'il s'est refusé à laisser publier ce travail, ce n'est pas à cause de ces défauts, mais parce qu'il estimait sa documentation par trop lacunaire sur certains points.

Fondées sur la remarquable collection qu'il avait amassée, sur les souvenirs des militants qu'il avait fréquentés et interrogés, sur les documents qu'il avait consultés à la bibliothèque Arús de Barcelone, lors des voyages qu'il effectua en Catalogne, à partir de 1928, les recherches de Nettlau ne se sont pas étendues à l'Andalousie ni même aux petites villes de Catalogne.

Son étude est conduite au niveau de la Commission fédérale de la région espagnole, l'organe «dirigeant» de l'Internationale, et non à celui des régions ou des sections; les idées et les options des militants les plus en vue, leurs dissensions sont soigneusement étudiées, mais les sentiments et les réactions de la base échappent presque entièrement aux investigations de l'auteur. Il est vrai qu'elles sont les plus difficiles à saisir et qu'il est parfaitement licite, en un premier temps, de faire l'histoire institutionnelle, j'allais dire parlementaire, d'un mouvement, Ce n'est qu'après avoir ainsi déblayé le terrain, qu'il sera possible de pousser la recherche plus loin et de descendre plus profondément dans la vie même des organisations ouvrières. Nettlau lui-même se rendait bien compte que, «pour expliquer tous ces phénomènes, il serait bien nécessaire de connaître à fond autant l'histoire de la formation de la mentalité sociale des ouvriers que celle du fédéralisme et d'autres tendances politiques et sociales propagées en Espagne jusqu'à la révolution de 1868» (p. 3), toutes choses qui sont encore loin d'être élucidées, quarante ans après.

L'auteur n'était pas seulement un historien, mais également un militant anarchiste; c'est dans cette perspective qu'il a conçu son travail, ainsi que cela ressort de sa conclusion: «Il reste encore beaucoup, beaucoup à faire, mais il me paraît que cela en vaut la peine puisque, soit dit encore une fois, il ne s'agit pas d'une matière morte, mais de problèmes qui n'ont encore été résolus dans aucun pays, ni par aucune conception théorique ou pressentiment individuel génial. Passé, présent et avenir sont interdépendants et les études historiques, pratiques, théoriques ou de prévision, émettant des hypothèses, s'entrecroisent. Travaillons donc tous, sur toute la ligne, et notre grande œuvre avancera» (p. 597). A quarante ans de distance, ces lignes n'ont rien perdu de leur actualité et chacun conviendra aisément que cette matière n'a rien de mort. Et c'est justement ce qui fait l'attrait et la grandeur

de ce mouvement anarchiste espagnol, dont il serait par trop facile, aujourd'hui, de rire des naïvetés, des illusions ou des étroitesse.

Nettlau, on s'en doute, ne manifeste pas beaucoup de tendresse à l'égard du mouvement socialiste espagnol et il vaudra mieux, sur ce point, consulter d'autres sources. Mais sa position d'historien militant lui permet une compréhension intime de son sujet, et cela d'autant plus qu'il peut, dans une certaine mesure, faire appel à son expérience personnelle. Ainsi, montrant comment, après 1881, l'anarchiste «ne se sentait heureux que dans l'extrême isolement du révolutionnarisme absolu», il ajoute: «je le dis sans ironie, essayant de décrire une mentalité que j'ai partagée aussi étant jeune homme» (p. 432).

Mais cela ne le fait pas tomber dans le travers du sectarisme; il a, bien sûr, ses préférences, mais il n'excommunie aucun des différents courants de l'anarchisme et cherche à donner les éléments des luttes de tendances: «Il n'est pas important de remémorer toutes les anciennes dissensions, mais il me paraît utile que leur sens soit expliqué clairement une fois pour toutes. Alors seulement on pourra les résumer en quelques mots, tandis que maintenant on ne peut que tâtonner dans un clair-obscur... Après des explications suffisantes, on pourra se passer du détail qui aura servi son but, comme un échafaudage peut être démonté une fois la maison construite» (p. 310). Toutes ces tendances ont droit à la libre expression et ont leur part de valeur; leur tort est de transformer leurs hypothèses en dogmes et de chercher à les imposer, alors que seul l'avenir pourra les infirmer ou les confirmer. Cela, bien entendu, à l'intérieur même de l'anarchisme, et sans en remettre en cause les principes fondamentaux, car Nettlau ne se prive pas d'attaquer les socialistes et de dénoncer l'action néfaste des Lafargue, Engels, Mora, Iglesias... «Non, soixante ans après, le mal ne devient pas le bien, le tort ne se change pas en droit, un conflit ne perd pas son aigreur et une indifférence bénigne ne plane pas sur le tout. Autant renoncer à noter l'histoire si, un demi-siècle plus tard, elle doit être changée en indulgence, pardon, bonhomie générale» (p. 137). D'ailleurs, cette critique «est une partie de notre grande lutte contre l'autorité, l'autorité ancienne, traditionnelle, comme la nouvelle du socialisme autoritaire qu'ils voudraient mettre à sa place» (*ibid.*).

Chez les anarchistes, Nettlau condamne non pas la violence, — malgré la répugnance qu'elle lui inspirait, il en comprenait trop les raisons et la nécessité —, mais certaines de ses manifestations et, surtout, les conceptions qu'elle inspirait. Les «mesures pratiques qui doivent être prises après la destruction de l'Etat actuel», adoptées par la Fédération régionale espagnole, en 1876, lui semblent en grande partie «pénétrées d'un esprit endurci par la haine et l'oppression subie, et un tel esprit devient forcément autoritaire... Ces choses sont toujours affreuses, qu'on les présente avec le meilleur fanatisme révolutionnaire possible», comme aux congrès anarchistes de 1876, «qui croyaient faire pour le mieux, ou qu'on les exécute matériellement: à quel degré de brutalité descendent ceux qui les exécutent? Ces groupes

d'internationaux armés, délégués pour les exécutions, sont exactement ce que furent les tchékistes russes à leur début, des révolutionnaires prêts à tout acte de fanatisme aveugle, qui évoluent rapidement en routiniers de la cruauté et en bourreaux de métier» (p. 277).

L'ouvrage comporte nombre de réflexions de ce genre et permet de préciser la pensée personnelle de Nettlau et la place qu'il occupe dans l'anarchisme. On y retrouve ses réserves à l'égard du syndicalisme, son hostilité devant l'«isolement» anarchiste postérieur à 1881, son estime pour ceux qui, tel Malatesta et Kropotkine, surent rompre le ghetto dans lequel s'étaient laissés enfermer les «compagnons» et porter les idées libertaires dans les masses et devant les publics les plus variés.

Le livre débute par quelques chapitres consacrés à l'Espagne d'avant 1868. L'auteur y recherche des traces d'idées libertaires du XVI^e au XVIII^e siècle dans les conceptions autonomistes et fédéralistes, battues en brèche par les envahisseurs et la monarchie centralisatrice. Au XIX^e siècle, l'Espagne présente une certaine analogie avec l'Italie, mais le mouvement fédéraliste y est beaucoup plus fort et prépare, dans une certaine mesure, la voie au socialisme libertaire. Ces pages montrent bien la faiblesse de la conception historique de Nettlau, qui, d'ailleurs, ne s'intéresse pas véritablement à cette période et qui, souvent, se borne à des listes bibliographiques à peine commentées. Il étudie ensuite la pénétration des idées socialistes en Espagne (Fourier, Proudhon...) et les premières organisations ouvrières; dans les années 1864-1868, il en existait toute une série, pratiquant généralement le crédit mutuel et la coopération.

Les contacts de la première Internationale avec l'Espagne furent d'abord épisodiques et sans lendemains. Il fallut le voyage de l'Italien Fanelli dans la péninsule ibérique, en 1868, pour y implanter à la fois l'Internationale et l'organisation de Bakounine. Pour ce dernier comme pour ses amis, la révolution espagnole de 1868 était, depuis 1848, la première révolution réellement indépendante, éclatant sans être déterminée par la politique étrangère d'autres Etats (comme ce fut le cas en Italie, de 1859 à 1861). Plein d'espoir, le révolutionnaire russe y envoya Fanelli, sans doute en avant-garde. Mais celui-ci dut se rendre compte que la situation n'était pas propice aux projets de Bakounine et était moins révolutionnaire qu'il ne le paraissait. La chute du régime d'Isabelle n'était due qu'à une conspiration, seule la volonté populaire de certaines localités avait empêché l'escamotage complet des fruits de la victoire. Les républicains, eux, implantés dans certaines régions, ne représentaient qu'une faible minorité par rapport à l'ensemble du pays. Néanmoins les contacts de Fanelli portèrent leurs fruits et l'on ne peut que souscrire à ce jugement de Nettlau: «Créer d'un rien, au milieu de ces actualités excitantes, une organisation sérieuse, la première dans ce pays, comme fut l'Internationale, la conduire en quatre ans à une grande floraison et à sa durée extraordinaire... fut vraiment une œuvre des plus remarquables dans l'histoire sociale» (p. 51).

On ne suivra pas dans le détail l'extension de l'Internationale, bientôt doublée de l'Alliance secrète qui en constituait en quelque sorte la colonne vertébrale et permettait de lutter contre le réformisme politique et économique. Bornons-nous à relever les pages fort intéressantes où Nettlau montre la fascination des internationalistes espagnols devant l'idée, défendue tout d'abord par les Belges, d'une germination des institutions sociales de l'avenir au sein même de la société actuelle. Aux yeux de ses militants, l'Internationale représentait les prémices de la société future. Pour Nettlau, qui s'appuie sur les expériences ultérieures, c'est une utopie que de vouloir qu'une organisation serve à la fois le présent et le futur, car elle ne peut s'adapter en même temps à l'un et à l'autre de ces buts, dont les exigences sont incompatibles. «Nous savons maintenant qu'un syndicalisme grand par le nombre de ses membres devient petit en idée et qu'un syndicalisme très avancé par son idéal reste faible numériquement: ce syndicalisme universel et avancé à la fois reste un rêve et on pourrait dire que s'il arrivait à exister, on n'aurait plus besoin de lui: tout le monde serait libre et heureux sans lui, et de mille formes diverses» (p. 68-69). Le danger, c'est que l'échec inévitable pousse à forcer le cours des choses par la dictature d'un groupe, d'un comité, d'une organisation. Le côté positif de cette généreuse illusion, c'est qu'elle a contribué à nourrir l'amour et l'attachement des internationalistes à leur organisation.

Nettlau ne se leurre pas sur la diffusion réelle du programme collectiviste anarchiste au sein des adhérents de la Fédération espagnole: «Quelques-uns s'enthousiasmaient pour un programme, d'autres pour un autre, mais le peuple même n'était touché ni par les uns ni par les autres» (p. 130). Le collectivisme demeurerait le fait d'une petite élite. C'est l'organisation même qui est en cause, car n'est-ce pas «le propre de toutes les organisations qui se donnent des conseils ou commissions où la plus grande partie de ce qui se passe échappe au commun des membres; ces derniers ne sont placés d'habitude que devant les faits accomplis, fruits de la diplomatie secrète. Un jour, quand on aura l'esprit libre et les yeux dessillés, on mesurera quel retard le mécanisme d'organisation, toujours plus ou moins découpé sur le modèle des mécanismes gouvernementaux, a apporté dans les mouvements d'émancipation. L'expérience en Espagne, de 1868 à 1888, décrite dans ces pages, en est une contribution. Entre tant de formes d'organisation, qu'elles sont rares celles qui ont été vraiment efficaces, pratiques et durables!» (p. 131).

De 1872 à 1874, le mouvement cantonaliste républicain placera les internationalistes espagnols dans une position délicate: le cantonalisme, d'apparence si révolutionnaire, rendait l'abstention difficile, mais, d'autre part, il ne permettait pas une action socialiste révolutionnaire. Finalement, si certains membres de l'Internationale se laissèrent parfois entraîner par le mouvement, la majorité d'entre eux resta à l'écart, préférant poursuivre l'extension et le développement de leur organisation plutôt que de la compromettre dans une action vouée à l'échec. Nettlau approuve ce choix, avec

des motivations qui seront bien souvent reprises par les réformistes si vigoureusement dénoncés par les anarchistes.

Autre problème auquel se heurtaient les internationalistes : celui des grèves. Fallait-il reconnaître, en cette matière, l'autonomie totale des sections, quitte à voir l'organisation toute entière entraînée, sans le vouloir, dans des conflits mal préparés et, ayant perdu toutes ses forces dans les luttes secondaires, arriver épuisée à l'heure des combats décisifs ? Fallait-il, au contraire, soumettre les grèves à l'approbation d'une instance supérieure ? Ce dilemme, qui est celui de toutes les organisations ouvrières, résultait, selon Nettlau, de « l'organisation sociale de l'Association, qui lui donnait tous les devoirs et obligations du trade-unionisme et du syndicalisme et qui, ainsi, forçait les ouvriers à livrer toutes leurs batailles quotidiennes et locales dans le cadre de l'Internationale, dont les membres subissaient de cette façon toutes les répercussions des mouvements locaux » (p. 183). C'est à ce caractère syndicaliste du mouvement que Nettlau attribue la passivité de Barcelone et de sa région : les sections de métiers y étaient nombreuses, mais efficaces dans la lutte quotidienne et pour la défense de leurs intérêts corporatifs, elles ne pouvaient prendre soin de l'éducation socialiste de leurs membres et étaient totalement désarmées devant une lutte révolutionnaire (p. 198).

C'est au début de sa mise hors la loi, durant l'été 1874, que la Fédération espagnole connaît sa plus grande extension. Extension surtout géographique : elle comprend de petits noyaux d'adeptes en un grand nombre de localités. Les facteurs qui favorisent son implantation sont la présence d'industries anciennes ou en expansion (Catalogne) et la misère agraire (Andalousie) ; elle se développe là où la coopération avait préparé le terrain, là où le républicanisme et le fédéralisme s'étaient manifestés.

C'est dans le climat de répression généralisée qui suit la chute de la première République que germent les actes de violence individuelle et de terrorisme contre les patrons et les politiciens. Si, en 1873, l'Internationale avait déclaré que le moment de la révolution n'était pas encore arrivé et qu'il fallait poursuivre l'effort de propagande et d'organisation, en 1874, sous l'effet des coups qui la frappent, elle songe à « la révolution immédiate ». L'Internationale clandestine se donne une nouvelle organisation et se décharge des grèves purement corporatives, estimant que celles-ci nuisent à la Révolution : « l'esprit gréviste perd du terrain à mesure que l'action révolutionnaire en gagne », lit-on dans un texte de 1876 (p. 267).

En même temps, se formait une organisation révolutionnaire spéciale, axée sur de petits groupes d'action. En se soudant à elle, l'Internationale hypothéquait lourdement son avenir, estime Nettlau. En effet, cette organisation de « représailles sociales » empêchait le recours simultané aux moyens traditionnels d'action et de propagande. Lorsque l'Internationale, après 1881, pourra à nouveau s'organiser au grand jour, elle ne pourra plus se séparer de cette organisation qui nuira à son développement (p. 274).

Dès 1878, les républicains renoncent à la révolution et rentrent dans la

légalité; les organisations ouvrières sont alors tolérées et le Parti ouvrier socialiste se forme; seule, l'Internationale reste isolée, dans la clandestinité. Les dissensions s'accroissent et l'Andalousie occidentale se sépare de plus en plus du reste du pays par sa propension à la révolte agraire. La fameuse Alliance secrète qui s'était maintenue jusque là se fractionne et perd quelques-uns de ses meilleurs militants. Nettlau approuve le jugement de l'un d'eux, Anselmo Lorenzo, qui reproche à l'Alliance d'avoir dirigé l'Internationale au lieu de se vouer à l'éducation de ses membres.

Si, à son apogée, l'Internationale compta de 30 à 50 000 membres, en 1881, elle n'en avait plus que 3000. Sa rentrée sur la scène publique ne se fit pas sans peine, car beaucoup entendaient non seulement conserver les structures secrètes, mais encore niaient toute utilité à la nouvelle organisation légale: la Fédération des travailleurs de la région espagnole, qui, pour Nettlau, est bien la continuation vivante de l'Internationale. Ses effectifs seront bientôt de 40 000 membres pour culminer à 59 000, «mais c'était toujours, comme dix ans auparavant, une manifestation des esprits les plus avancés, des cœurs les plus généreux, des ventres les plus creux; elle avait à ses côtés les multitudes indifférentes, modérées, arriérées, en majorité prépondérante» (p. 378). Outre cette opposition entre une élite et les masses retardataires, une contradiction déchirait la Fédération: «La plus grande partie en était formée par les ouvriers du textile catalans, facteur non révolutionnaire dans sa grande masse, et les paysans andalous, élément disposé à la lutte agraire violente, mais trop localisé et trop éloigné pour peser suffisamment dans la balance révolutionnaire de l'ensemble du pays» (p. 397). Pour résoudre cette contradiction, il aurait fallu étendre l'organisation au reste de l'Espagne, hors de ces deux pôles, et, pour cela, éviter les violences locales qui, loin d'amener une généralisation des actions de ce type, ne provoqueront qu'une répression généralisée. Malheureusement, les conceptions vont se figer et prendre un caractère mécaniste et exclusif qui leur ôtera toute leur valeur. D'autre part, le peuple n'attendit pas et la révolte agraire ensanglanta l'Andalousie avec la fameuse et mythique *Mano negra*. La Fédération ne pouvait arborer le drapeau d'un mouvement qui n'existait pas et se proclamer solidaire d'événements résultant de circonstances toutes locales qui en empêchaient la généralisation et qui, par conséquent, n'avaient aucune portée révolutionnaire. Ce faisant, la Fédération ne répondit pas aux espoirs des paysans andalous mais n'en fut pas moins frappée par la répression.

Bientôt, de nouvelles dissidences apparurent. D'aucuns chercheront à greffer l'illégalisme, prôné au congrès international de Londres, en 1881, sur les agitations catalanes. Le communisme anarchiste fit son apparition dans la Péninsule, gagnant de plus en plus sur le collectivisme. Peu à peu, la Fédération régionale se dissout et on en arrive à un nouveau regroupement large, non sectaire, respectant les principes d'autonomie, mais, cette fois, sur deux plans nettement séparés: le plan syndical et celui de l'organisation

anarchiste proprement dite. C'est alors, de 1888 à 1893, que, selon Nettlau, le mouvement connut son plein épanouissement.

Ce développement de l'anarchisme espagnol est donc tout à fait particulier. Il se trouve confronté, au cours de ces années, à tous les problèmes essentiels du mouvement ouvrier: rapports entre grèves, luttes partielles et révolution; coexistence au sein d'une même organisation d'éléments sociaux qui, de par les circonstances, prennent des attitudes diamétralement opposées: révolte et réformisme; relations entre une élite de militants conscients et les masses, etc. Ce qui le différencie des autres, ce qui lui a permis d'être l'élément essentiel du mouvement ouvrier réel en Espagne, c'est qu'il a évité ce que Nettlau appelle le «rétrécissement fanatique manifesté au Congrès de Londres» de 1881 (p. 433). Reste à savoir pourquoi. Si le livre de Nettlau apporte quelques éléments de la réponse, il est loin de résoudre la question et ne le prétend pas. Il incite donc à la recherche, et c'est son plus grand mérite.

Signalons, pour terminer, la somme de travail et de patience qu'il a fallu à l'éditeur, Renée Lamberet, pour mettre en forme ce texte; seuls ceux qui ont eu entre les mains des manuscrits de Nettlau pourront apprécier cette tâche à sa juste valeur.

Genève

Marc Vuilleumier

EBERHARD KOLB, *Der Kriegausbruch 1870. Politische Entscheidungsprozesse und Verantwortlichkeiten in der Julikrise 1870*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1970. 150 S.

Nach den tiefeschürfenden, gründlichen Untersuchungen von Lawrence D. Steefel und Jochen Dittrich (1962), die sich auf bisher unbekanntes Aktenmaterial stützen konnten und, unabhängig voneinander, zu Wertungen gelangten, die nur in Nuancen voneinander abweichen, schien die neunzigjährige Diskussion um die Ursachen des Krieges von 1870/71 abgeschlossen: Neue, bisher unbekannte Quellen werden kaum mehr aufgefunden werden; die Ergebnisse von Steefel und Dittrich sind überzeugend und entsprechen zudem einer communis opinio, die sich seit anfangs der fünfziger Jahre unter den Historikern herausgebildet hatte (vgl. die Besprechung der beiden Werke in der SZG 1963, p. 130f.).

Möglicherweise wird die hier angezeigte Arbeit von Kolb aber eine neue «Kriegsschulddiskussion» auslösen. Er vertritt, kurz resümiert, folgende These: Der eigentlich entscheidende Akt sei die Kammererklärung des Ministerpräsidenten Ollivier vom 6. Juli gewesen. Indem Ollivier, gedeckt durch den Ministerrat und den Kaiser selbst, in dieser Erklärung den Angriff nicht gegen die für die Berufung ihres neuen Königs zuständigen spanischen Instanzen geführt habe, sondern gegen Preußen, habe er den diplomatischen Spielraum Frankreichs in einer Weise eingeengt, daß die Kriegsgefahr akut geworden sei. Nur noch drei Möglichkeiten seien nun für die weitere Entwick-